



CHU d'ORLÉANS – GHT45

14, avenue de l'hôpital – CS 86709 – 45067 Orléans Cedex 2

Règlement de la Consultation (RC)

Maintenance et extension des systèmes électroniques de sûreté

(contrôle d'accès, vidéoprotection, détection intrusion)

Procédure n° 2026-22

Appel d'Offres Ouvert

(articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du CCP)

CCAG-FCS (arrêté du 30 mars 2021)

Date de remise des offres : MERCREDI 17 JUIN 2026 A 12 H 00

Table des matières

Table des matières	2
Article 1 — Acheteur — Groupement de commandes	4
1.1 Coordonnateur du groupement	4
1.2 Membres du groupement	4
Article 2 — Objet et étendue de la consultation.....	5
2.1 Objet du marché.....	5
2.2 Allotissement.....	5
2.3 Forme du marché	5
2.4 Durée	6
2.5 Variantes, options, PSE, tranches.....	6
Article 3 — Conditions de participation	6
3.1 Situation juridique	6
3.2 Capacité économique et financière.....	6
3.3 Capacité technique et professionnelle.....	6
3.4 DUME.....	6
3.5 Documents à fournir — Candidature	7
3.6 Groupements d'opérateurs économiques	7
3.7 Sous-traitance.....	7
Article 4 — Critères d'attribution	7
4.1 Critères et pondérations	7
4.2 Sous-critères de la valeur technique	8
Article 5 — Contenu du dossier de consultation et pièces à remettre	8
5.1 Pièces de la candidature.....	8
5.2 Pièces de l'offre	9
5.3 Cadre imposé du mémoire technique.....	9
Article 6 — Visite de site obligatoire	9
6.1 Caractère obligatoire.....	9
6.2 Organisation	9
Article 7 — Modalités de remise des offres	10
7.1 Date et heure limites	10
7.2 Langue	10

7.3 Délai de validité des offres	10
7.4 Transmission électronique	10
7.5 Signature électronique	10
Article 8 — Examen des candidatures et des offres.....	10
8.1 Examen des candidatures.....	10
8.2 Examen des offres	10
8.3 Pas de négociation.....	11
Article 9 — Attribution et notification	11
Article 10 — Renseignements complémentaires	11
Article 11 — Note de procédure pour la réponse dématérialisée	11
11.1 Formats de documents acceptés	11
11.2 Outils requis.....	12
11.3 Certificat de signature électronique.....	12
11.4 Contrôle de la signature	12
11.7 Transmission et virus.....	12

Objet : Maintenance et extension des systèmes électroniques de sûreté (contrôle d'accès, vidéoprotection, détection intrusion)

Numéro de procédure : 2026-22

Type de procédure : Appel d'offres ouvert — articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 du Code de la commande publique (CCP)

Date limite de réception des offres : **Mercredi 17 juin 2026 à 12 h 00**

Pouvoir adjudicateur coordonnateur: CHU d'Orléans — GHT Loiret (GHT45)

Le présent règlement de consultation est établi conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Article 1 — Acheteur — Groupement de commandes

1.1 Coordonnateur du groupement

- **CHU d'Orléans** — GHT Loiret (GHT45)
- Adresse : 14 avenue de l'Hôpital — CS 86709 — 45067 Orléans Cedex 2
- SIRET : 26450009100014
- Contact : cellule.marches-dal@chu-orleans.fr
- Profil d'acheteur : plateforme PLACE — <https://www.marches-publics.gouv.fr>

1.2 Membres du groupement

Conformément à l'article L. 2113-6 du CCP, le présent marché est lancé dans le cadre d'un groupement de commandes constitué entre :

Membre	Qualité
CHU d'Orléans	Coordonnateur
CHAM (Centre Hospitalier Agglomération Montargoise)	Membre
EPSM du Loiret (Établissement Public de Santé Mentale)	Membre
CH de Sully-sur-Loire	Membre

Le CHU d'Orléans, coordonnateur, conduit la procédure de passation, signe et notifie le marché au nom et pour le compte des membres. Chaque membre exécute le marché pour la part qui le concerne et règle directement le titulaire.

Article 2 — Objet et étendue de la consultation

2.1 Objet du marché

La présente consultation a pour objet la **maintenance préventive et corrective des systèmes électroniques de sûreté** déployés sur les sites des établissements membres du groupement de commandes à savoir :

Poste 1

La prestation forfaitaire comprend:

- La maintenance préventive des systèmes et équipements suivants :
 - Systèmes de contrôle d'accès ;
 - Systèmes de vidéoprotection ;
 - Centrales anti-intrusion ;
 - Systèmes d'alarme anti-agression ;

Poste 2

Les prestations hors forfait comprennent:

- La maintenance préventive des systèmes et équipements suivants :
 - Systèmes anti-fugues ;
 - Détecteurs antivol ;
 - Visiophonie et interphonie ;
 - Dispositifs d'Alarme pour Travailleur Isolé.

La maintenance comprend également l'astreinte, la fourniture des pièces détachées, le reporting et la tenue d'une GMAO.

CCAG de référence : CCAG applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par arrêté du 30 mars 2021, dans ses dispositions relatives à la **maintenance d'équipements**.

2.2 Allotissement

Conformément aux articles **L. 2113-10 et L. 2113-11 du CCP**, le pouvoir adjudicateur a examiné l'opportunité d'un allotissement.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots : la cohérence technique et opérationnelle des installations de sûreté du GHT (supervision centralisée, interopérabilité des équipements, continuité de la chaîne de sûreté, astreinte mutualisée H24) rend l'allotissement techniquement impraticable et financièrement désavantageux. Le marché est donc passé en **lot unique**.

2.3 Forme du marché

- **Marché ordinaire**, à prix unitaires sur bordereau de prix unitaires (BPU) pour les prestations récurrentes et sur devis pour les prestations hors forfait.
- Mono-attributaire.
- Montant maximum HT sur la durée totale du marché : **1 million € HT**.

2.4 Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée initiale de **12 mois à compter de la date de sa notification**.

- **Durée initiale** : 12 mois à compter de la notification
- **Reconductions tacites** : 3 reconductions d'une durée de 12 mois chacune, pour une **durée maximale totale de 48 mois**.
- **Préavis de non-reconduction** : 2 mois avant l'échéance annuelle, notifié par le coordonnateur au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

2.5 Variantes, options, PSE, tranches

- **Variantes** : non autorisées. Les candidats doivent répondre à la solution de base décrite au CCTP.
- **Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)** : aucune.
- **Tranches optionnelles** : aucune.
- **Options** : aucune.

Article 3 — Conditions de participation

3.1 Situation juridique

Ne peuvent soumissionner les opérateurs économiques visés par les interdictions de soumissionner prévues aux **articles L. 2141-1 à L. 2141-11 du CCP** (interdictions obligatoires et facultatives).

Les candidats produisent une déclaration sur l'honneur attestant qu'ils ne se trouvent dans aucune des situations mentionnées.

3.2 Capacité économique et financière

Les candidats justifient de leur capacité économique et financière par la production des éléments suivants :

- Chiffre d'affaires global des 3 derniers exercices disponibles (ou depuis la création de l'entreprise si elle est inférieure à 3 ans) ;
- Chiffre d'affaires spécifique dans le domaine de la maintenance des systèmes électroniques de sûreté sur les 3 derniers exercices ;
- **Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle** en cours de validité couvrant les activités objet du marché.

3.3 Capacité technique et professionnelle

CF ARTICLE CCTP 4.14.

3.4 DUME

Conformément à l'article **R. 2143-4 du CCP**, le candidat peut présenter le **Document Unique de Marché Européen (DUME)** à l'appui de sa candidature, en lieu et place des formulaires DC1/DC2 et des justificatifs habituels, pour attester qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner et qu'il remplit les conditions de participation.

En cas de groupement, chaque membre produit son propre DUME.

3.5 Documents à fournir — Candidature

- **DC1** (lettre de candidature) ou **DUME** — partie relative à l'identification du candidat et à l'absence d'interdiction de soumissionner (L. 2141-1 à L. 2141-11) ;
- **DC2** (déclaration du candidat) ou **DUME** — parties IV-B (capacités financières) et IV-C (capacités techniques) ;
- Attestations fiscales et sociales à jour (ou engagement à les produire à l'attribution) ;
- Pouvoir de la personne habilitée à engager le candidat ;
- **Attestation d'assurance RC professionnelle** en cours de validité ;
- Références de marchés similaires (3 dernières années) ;
- Copies des qualifications APSAD ou équivalentes (si détenues) ;
- **DC4** en cas de sous-traitance déclarée à la candidature.

3.6 Groupements d'opérateurs économiques

- **Forme autorisée** : groupement **conjoint** ou **solidaire**, au choix du candidat.
- Un même opérateur économique peut candidater **individuellement ET comme membre d'un groupement** (pas d'interdiction de présentation multiple).
- Un même opérateur ne peut être mandataire de plusieurs groupements.
- La composition du groupement ne peut pas être modifiée après remise de la candidature.
- Le mandataire est l'interlocuteur unique du coordonnateur.

3.7 Sous-traitance

La sous-traitance est **autorisée** dans le respect des articles L. 2193-1 et suivants du CCP. Le candidat peut déclarer ses sous-traitants :

- **À la remise de la candidature** via le formulaire **DC4** joint à l'offre ;
- **En cours d'exécution** dans les conditions de l'article L. 2193-4 du CCP, sous réserve d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur.

Article 4 — Critères d'attribution

4.1 Critères et pondérations

Le marché sera attribué à l'**offre économiquement la plus avantageuse** appréciée en fonction des critères pondérés suivants, conformément aux articles **L. 2152-7 et R. 2152-7 du CCP** :

	Critère	Pondération
A	Valeur technique	65
B	Prix des prestations	35
	Total	100

4.2 Sous-critères de la valeur technique

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

La pondération de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Critère A - Valeur technique de l'offre : 65 points

Elle sera notée sur 65 points, et sera analysée sur la base du mémoire technique selon la répartition suivante :

- Méthodologie de mise en place du marché : **10 points**
- Organisation générale mise en place pour l'exécution du marché : **15 points**
- Prise en compte des modalités d'intervention : **10 points**
- Moyens humains pour la réalisation des prestations : **15 points**
- Moyens matériels pour la réalisation des prestations : **15 points**

Critère B - Valeur économique : 35 points

- Poste 1 : **10 points**
- Poste 2 : **25 points**

Le critère prix sera analysé en simulant des bons de commande type. Les notes obtenues pour chaque critère ramenées, le cas échéant, à 2 décimales seront pondérées. L'offre ayant obtenu la note globale la plus élevée sera retenue.

En cas d'égalité de note globale, le classement sera en fonction de l'offre ayant obtenue la meilleure note sur le critère A; et en cas de nouvelle égalité, le classement sera fonction de l'offre ayant obtenue la meilleure note sur le critère B ; et ainsi de suite.

Concernant les prix forfaitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Concernant les prix unitaires, dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Attention : lorsque le candidat indique un renvoi à une page du mémoire technique, l'administration ne pourra être tenue pour responsable de la non prise en compte d'éléments d'appréciations en cas de mauvaise référence de renvoi de page dans le cadre réponse. Le candidat devra vérifier la cohérence et la concordance des informations.

Article 5 — Contenu du dossier de consultation et pièces à remettre

5.1 Pièces de la candidature

Voir article 3.5 ci-dessus.

5.2 Pièces de l'offre

Le candidat remet impérativement :

- **Acte d'engagement (AE / ATTRI1)** complété, daté et signé ;
- **BPU** complété (prix unitaires HT, avec formule et indices de révision) et signé ;
- **Attestation de visite de site** signée par le représentant de chaque établissement visité (clause de recevabilité — voir article 6) ;
- CV des intervenants clés, justificatifs d'habilitations électriques et de qualifications APSAD (si détenues).

Chaque section correspond à un ou plusieurs sous-critères de la grille de notation (article 4.2).

5.3 Cadre imposé du mémoire technique

Voir annexe au RC

Article 6 — Visite de site obligatoire

6.1 Caractère obligatoire

Compte tenu de la spécificité des installations de sûreté du GHT et de la multiplicité des sites, **une visite de site est obligatoire sur chaque site des établissements membres du groupement**. L'attestation de visite signée par l'établissement visité devra impérativement être jointe à l'offre.

Toute offre ne comportant pas l'ensemble des attestations de visite sera déclarée irrecevable et ne sera pas examinée.

6.2 Organisation

Site	Contact	Coordonnées
CHU d'Orléans	Dominique COTELLE	dominique.cotelle@chu-orleans.fr
CHAM	Laurent HARDY	lhady@ch-montargis.fr
EPSM du Loiret	Julien BUISSON (vidéo et anti-intrusion)	julien.buisson@epsm-loiret.fr
EPSM du Loiret	Louis CHENET (contrôle d'accès)	louis.chenet@epsm-loiret.fr
CH de Sully-sur-Loire	Jean-Claude CHAPLAIN	jean-claude.chaplain@ch-sully-sur-loire.fr

Pour une meilleure organisation, le candidat prend rendez-vous auprès de chaque contact au plus tard **10 jours avant la date limite de remise des offres**.

Consignes : pièce d'identité obligatoire, maximum 3 représentants par candidat, interdiction de photographier les installations sans autorisation écrite, respect strict des consignes de sûreté et de confidentialité.

Article 7 — Modalités de remise des offres

7.1 Date et heure limites

- Date limite de réception des offres : **Lundi 15 juin 2026 à 12 h 00**
- Toute offre reçue après cette date et heure ne sera pas examinée.

7.2 Langue

Les offres et l'ensemble des documents de la candidature sont rédigés en **français**.

7.3 Délai de validité des offres

Les offres sont valables **180 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

7.4 Transmission électronique

Les offres sont transmises **exclusivement par voie électronique** via le profil d'acheteur **PLACE** — <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

- Formats acceptés : .pdf, .rtf, .doc, .docx, .xls, .xlsx, .zip, .png, .jpg ;
- Formats interdits : .exe, .com, .bat, .pif, .vbs, .scr, .msi, .eml ;
- Pas de macros dans les fichiers ;
- Taille maximale : limite PLACE en vigueur.

7.5 Signature électronique

La signature électronique de l'acte d'engagement n'est pas exigée au stade de la remise des offres. Le candidat retenu sera invité à signer l'AE avant notification.

Article 8 — Examen des candidatures et des offres

8.1 Examen des candidatures

- Vérification de la recevabilité administrative.
- Vérification des capacités techniques, financières et professionnelles.
- En cas de dossier incomplet, le pouvoir adjudicateur peut demander la régularisation dans un délai raisonnable, conformément à l'article **R. 2144-2 du CCP**.
- Candidatures ne remplissant pas les conditions : exclusion motivée.

8.2 Examen des offres

- Vérification de la **recevabilité** (présence de toutes les pièces, dont attestations de visite).
- Vérification de la **conformité** au cahier des charges (CCAP, CCTP, BPU).
- Détection et traitement des **offres anormalement basses** (article L. 2152-6 CCP).
- Notation selon les critères et pondérations de l'article 4 et la grille détaillée.
- Classement des offres par ordre décroissant de note globale.

8.3 Pas de négociation

Conformément à l'article **R. 2161-2 du CCP**, la procédure d'appel d'offres ouvert **ne permet pas la négociation**. Toutefois, en application de l'article **R. 2152-13 du CCP**, l'acheteur peut demander aux candidats de **préciser la teneur de leur offre** sans que cette mise au point puisse conduire à modifier des éléments substantiels.

Article 9 — Attribution et notification

Le marché sera attribué au candidat ayant présenté l'offre techniquement et économiquement la plus avantageuse au regard des critères de l'article 4.

L'attribution est subordonnée à la production par l'attributaire des attestations fiscales et sociales à jour et de l'absence d'interdiction de soumissionner (articles R. 2143-6 à R. 2143-10 CCP).

Il peut être demandé au candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché une **mise au point**, permettant de clarifier les aspects de son offre ou de confirmer les engagements figurant dans celle-ci. Cette demande ne peut avoir pour objet de modifier des éléments substantiels de l'offre.

Information des candidats non retenus : à l'issue de la procédure, conformément à l'article **R. 2181-3 du CCP**, les candidats non retenus seront informés des motifs de rejet, du nom de l'attributaire et des caractéristiques de l'offre retenue. Un délai de suspension (standstill) de **11 jours** à compter de l'envoi de la notification de rejet sera observé avant la signature du marché, conformément à l'article **R. 2182-1 du CCP**.

Article 10 — Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements sont adressées **exclusivement via la plateforme PLACE** (onglet « Questions/Réponses ») **au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres**. Les réponses sont communiquées à l'ensemble des candidats via la plateforme.

Contacts administratifs : cellule.marches-dal@chu-orleans.fr

Contact technique : **D. COTELLE – Responsable sécurité du CHU d'Orléans**

Mail : dominique.cotelle@chu-orleans.fr

Instances compétentes :

- Instance chargée des procédures de recours : **Tribunal administratif d'Orléans** — 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans Cedex 1.
- Instance de médiation : **Comité Consultatif de Règlement Amiable (CCRA) de Nantes**.

Article 11 — Note de procédure pour la réponse dématérialisée

11.1 Formats de documents acceptés

- Portable Document Format (.pdf), Rich Text Format (.rtf), Word (.doc, .docx), Excel (.xls, .xlsx), compressés (.zip), images (.png, .jpg, .gif).
- **Formats interdits** : .exe, .com, .bat, .pif, .vbs, .scr, .msi, .eml.
- **Pas de macros** dans les fichiers autorisés.

11.2 Outils requis

Les candidats doivent vérifier la compatibilité de leur poste de travail en consultant la rubrique « Aide » > « Outils informatiques » du site PLACE (<https://www.marches-publics.gouv.fr>) et en effectuant le test de configuration proposé.

11.3 Certificat de signature électronique

- La signature électronique n'est pas imposée au stade de la remise des offres.
- Si utilisée : certificat conforme au **Référentiel Général de Sécurité (RGS)**, niveau minimum « une étoile ».
- Formats acceptés : **PADES, CAdES, XAdES**.
- Listes de confiance : liste française (www.references.modernisation.gouv.fr) ou européenne (<https://ec.europa.eu/tools/lotl/eu-lotl.xml>).
- Si certificat hors liste de confiance : le candidat fournit les éléments de preuve de conformité RGS.
- **Attention** : anticiper le délai de délivrance du certificat par rapport à la date limite.

11.4 Contrôle de la signature

- Chaque document est signé individuellement (la signature d'un fichier ZIP n'est pas admise).
- Soit via le dispositif de signature intégré à PLACE (dispense de mode d'emploi), soit via un outil tiers (dans ce cas, fournir le mode d'emploi de vérification).

11.7 Transmission et virus

- Anti-virus à jour obligatoire côté candidat.
- Le CHU d'Orléans utilise un anti-virus à mise à jour quotidienne.
- Tout fichier infecté non réparable est **réputé jamais reçu**. Le candidat peut alors être invité à transmettre à nouveau son pli, sous réserve du respect de la date limite.